

BOU SAÂDA

Histoire d'une vieille

De toutes les villes anciennes, Bou Saâda est, sans nul doute, celle qui a perdu le plus son âme. Oui, bien sûr, elle a été de tous les plans de développement, mais construire des agglomérats urbains et divers équipements publics est-il une fin en soi ? Cité dont l'authenticité identitaire plonge ses racines dans l'ère médiévale du Maghreb central, elle perd tous ses repères sociétaux pour s'inscrire dans le microcosme déviant des gros groupements urbains (délinquance, drogue et autres tares). A l'orée des années 1970, cette ancienne sous-préfecture, érigée en 1958, comprenait une dizaine de communes totalisant les 300 000 ha. Et comme pour annihiler toute velléitaire prétention wilayale, on la scinde en deux daïras lors de sa mise sous la coupe de sa voisine issue d'une autre wilaya.

Son sort fut donc scellé dès 1974, date du premier découpage administratif. Elle est «dégraissée» de ses 6 communes restantes qu'on érige en daïras lors des réorganisations administratives de 1984 et 1990. De toutes les anciennes agglomérations de son voisinage immédiat, elle était en pole position pour une promotion socioéconomique durable par rapport à Bordj-Bou-Arréridj, M'sila à l'est, Djelfa à son sud-ouest pour avoir été un centre éducatif et culturel à rayonnement régional.

Elle a eu, à ce titre, à accueillir des cohortes d'apprenants issus de ces agglomérations soit dans son défunt Institut de l'enseignement originel — (érigé aux lieu et



Bou Saâda, une cité qui plonge ses racines dans l'ère médiévale du Maghreb.

encore de la ressource, la réhabilitation des hôtels l'Oasis et le Sahara, biens communaux qui se délitent à vue d'œil, devrait être une priorité absolue si l'on a décidé du sort touristique de la cité. Ceci n'est, bien entendu, que la partie visible de l'iceberg car les attraits touristiques dont se prévalait la région sont en voie d'extinction durable.

C'est ainsi que le mythique Moulin Ferrero, laissé à l'abandon, a été emporté par une furieuse crue dont seul oued Bou Saâda en est capable. Mitée par les constructions illicites, ce qui devait être la

le lit de l'oued Maitar, transformé en immense gruyère dont les crues, de plus en plus dévastatrices, menacent tout ce qui se trouve en aval.

A propos des atouts touristiques, jadis attractifs, il est utile de rappeler que les nombreuses visites ministérielles depuis M. Bengrina à M. Ghoul en passant par M. Rahmani n'ont été d'aucun effet pour extirper l'activité touristique de son profond marasme. Il y a eu, certes, l'idée généreuse du dernier nommé qui a fait miroiter l'espoir d'ériger l'Institut des techniques hôtelières (ITH) en institut africain, mais sans lendemain. Le seul changement intervenu au niveau de cet établissement inauguré par le défunt président Houari Boumediène en 1969 aura été sa nouvelle dénomination. Maintenant que le décor est planté, que faut-il entreprendre pour réinventer un tourisme anciennement artisanal, mais qui drainait, bon an, mal an, jusqu'à 35 000 nuitées.

En parallèle, les activités annexes, notamment artisanales, faisaient vivre une multitude de familles intégrées dans un circuit économique des plus ingénieux dans l'art de la laine, du cuir et de la forge.

Doté présentement d'un centre artisanal, cet art ancestral qui perd inexorablement de son authenticité ploie sous le poids de la raréfaction de la matière première, les charges diverses et la mévente.

En fait, le statut envié de chef-lieu n'est pas tant la promotion administrative d'une agglomération, mais plutôt l'activité économique durable générée par ce statut. Il y a, cependant, des exceptions à cette règle que sont les daïras d'El-Eulma, de Tadjenanet ou de Sig qui développent un dynamisme

Par Farouk Zahi

le. Grand bassin culturel de par le nombre de ses auteurs dont certains de notoriété internationale, ses musiciens-compositeurs, ses artistes peintres, ses poètes, ses chantres lyriques et autres créateurs, elle mérite, à notre sens, un espace approprié qu'est une Maison de la culture au lieu d'un famélique centre culturel de quartier. A défaut d'université à l'exemple de Khemis-Miliana de même statut administratif, elle ne bénéficie que laborieusement d'un centre universitaire qui sort à peine de terre.

Le paradoxe est des plus édifiants dans le secteur du sport, car Amal Bou Saâda (ABS), son équipe de football en Ligue nationale 2 depuis plus d'une décennie, n'a que le stade communal pour évoluer. Ces nageurs privés d'une piscine communale à l'abandon se rabattent tous sur l'unique piscine semi-olympique qui s'avère exiguë.

La chronique locale raconte que lors de son dernier passage en 2013, le Premier ministre a annoncé le projet de réalisation d'un nouveau stade de 15 000 places qui abriterait quelques matchs de la CAN dont on nourrissait l'espoir de l'organiser en 2017 dans notre pays. Depuis, la réduction de la ressource budgétaire et le Gabon en décidèrent autrement.

Occupant le sud de la wilaya, ce bassin de population qui gravite autour de la cité, évaluée à près de 500 000 âmes, étiqueté comme agropastoral, ne vit que de cette seule spéculation quand on sait que cette activité archaïque, sujette aux aléas climatiques et aux épizooties, ne profite qu'aux gros propriétaires de cheptel ovin. Alors, l'autre alternative ne pouvait être que l'initiative industrielle publique.

Pendant que les agglomérations, précédemment citées, bénéficiaient d'une zone industrielle en première intention, car certaines disposent de deux zones présentement, cette partie méridionale végète avec quelques unités de fabrication de matériaux de construction d'opérateurs privés.

L'inactivité, surtout celle des jeunes et des femmes, est dans le contexte mortifère. En ce qui concerne les services, le déficit en matière de postes et de transport urbain est criant. Le ratio de couverture par les bureaux de poste est actuellement de 1 pour 30 000 ha, celui normalisé serait de 1 pour 5 000 ha. Le transport public urbain et suburbain, quant à lui, n'existe pas ; il ne serait même pas envisagé. La population est livrée au diktat des taxis et autres transporteurs frauduleux. Hormis le département de la Justice et celui de l'Intérieur (DGSN) qui ont réalisé, respectivement, un centre

La situation actuelle est aggravée par les dissonances des chapelles politiques dont les tiraillements compétitifs vont jusqu'à l'inhibition de l'initiative. La chapelle qui dirige la commune de Bou Saâda depuis deux longs mandats, beaucoup plus soucieuse de son image dae probité qu'elle veut renvoyer, se confîne dans un immobilisme béat.

place de sa medersa badisienne) —, dans sa célèbre zaouïa Rahmania d'El-Hamel, ou encore dans son ex-Institut de technologie de l'éducation (ITE).

Ce dernier sera transféré au chef-lieu de la «wilaya fatia», comme on aimait à surnommer les nouvelles circonscriptions territoriales. Au fil du temps, elle a perdu ses trois salles de cinéma, son hippodrome, son court de tennis, son agence Air Algérie et son aéroclub de l'aérodrome d'Eddis (Ouled Sidi Brahim) à partir duquel le regretté wali, Rachid Aktouf, pouvait survoler sa nouvelle wilaya. Sans verser pour autant dans la paranoïa, le complexe du siège territorial fait qu'on la déleste à chaque occasion d'attributs jusque-là acquis ; le simple bulletin météo délivré par la Radio nationale depuis des lustres s'est éclipsé au bénéfice du chef-lieu. Cet aérodrome, réhabilité pourtant dans les années 1990, ne connaît aucune activité aérienne depuis les fugaces rotations de l'éphémère Khalifa Airlines.

En dépit du besoin créé et de la nécessité établie, aucune autre substitution n'est venue sortir cette infrastructure de sa torpeur. La déchéance n'épargnera pas les infrastructures touristiques héritées de l'ère coloniale ; c'est ainsi que les hôtels l'Oasis, le Sahara, les restaurants Le Ritz et La Palmeraie fermeront durablement leur accès à une clientèle patiemment constituée. L'hôtel Beauséjour, même s'il existe encore, n'est plus que l'ombre de lui-même.

Les hôtels Le Caïd et le Kerdada (ex-Transat), traversant les pires moments de leur histoire, n'ont dû leur salut qu'à leur reprise par le groupe hôtelier El-Djazaïr. L'autorité locale, dans l'expectative, n'a eu aucun mérite dans ce sauvetage. Et si elle a

zone d'expansion touristique (ZET) est livrée à la curée. On y construit la nuit tombée et les jours de repos de l'administration. Il s'est même trouvé des édiles locaux pour encourager ce genre de squat.

D'ailleurs, ils n'en sont pas à leur première incurie. Ce nouveau genre d'élus est apparu lors de la survenue de la crise des années 1990 où les instances communales transitoires sévirent sans retenue. Après cette phase où la légalité n'était, pas toujours, le souci majeur dans la gestion de la chose publique, beaucoup de mauvaises pratiques survécurent à cette période.

La situation actuelle est aggravée par les dissonances des chapelles politiques dont les tiraillements compétitifs vont jusqu'à l'inhibition de l'initiative. La chapelle qui dirige la commune de Bou Saâda depuis deux longs mandats, beaucoup plus soucieuse de son image de probité qu'elle veut renvoyer, se confîne dans un immobilisme béat.

En dépit de la réhabilitation de ses berges, l'oued, ce lieu d'inspiration d'une multitude de peintres orientalistes dont le célèbre Nacereddine (Etienne) Dinet, est un véritable dépotoir dont les miasmes malodorants saisissent au nez tout visiteur pris par la nostalgie du site, jadis luxuriant. L'atelier en forme de qoubba de l'artiste peintre précité n'est plus qu'un vague souvenir immortalisé par la photographie.

Les moulins à grains, au nombre de cinq qui utilisaient l'énergie hydraulique pour faire mouvoir leur immense aube, font partie d'un passé lointain. Les randonnées camelines vers les dunes, autre attrait de l'oasis, se sont estompées dans la mémoire collective de la cité. L'exploitation effrénée du sable à coup de pelleuses a «décharné»

Les équipements structurants, annoncés et favorablement accueillis par la population, n'ont malheureusement pas abouti au sens de la concrétisation sur le terrain ; il y a lieu d'en citer les plus marquants tels que le projet de raccordement au grand transfert d'eau d'El-Menia vers les wilayas des Hauts-Plateaux, le projet de barrage de Medjedel, ainsi que les projets de l'Etablissement hospitalier spécialisé mère-enfant et le Palais de la culture. Le couperet de l'austérité en a décidé autrement.

économique particulier. Le grief se situe surtout autour du développement socioéconomique débridé des chefs-lieux, au détriment d'une logique qui tient compte du nombre d'habitants couverts plutôt que du statut arbitrairement acquis. Si cette logique était dans l'usage du planificateur, Bou Saâda ne serait pas considérée comme une quelconque daïra de la circonscription territoria-

pénitentiaire et plusieurs sièges de sûreté urbaine, les autres secteurs d'activité (banques, assurances, administrations diverses) se sont contentés de locaux aménagés ou réhabilités appartenant à la collectivité communale ou aux particuliers. Il y va de même pour le siège de la daïra qui n'a trouvé refuge que dans celui de la défunte commune mixte datant de 1874.